



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2020-06 - Séance du 19 février 2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le dix-neuf février à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 13 février 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 13 février 2020.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, DESTAILLATS Aline pour CONTENSEAU Carole, SOULIER Alain pour MARTY Philippe, MONIN Séverine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MAZOLLIER Elisabeth.

Absents : SIMAR Morgan et FOUREL Sylvain.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM 2020-06 – RESSOURCES HUMAINES : MODALITES DE RECUPERATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES

Sur le rapport de Madame Régine SUAY, conseillère municipale déléguée au sport et à la vie associative :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

VU le décret n° 2010-310 du 22 mars 2010 modifiant le décret 2002-528 du 25 avril 2002,

VU l'avis du comité technique du 07/02/2020

CONSIDÉRANT que conformément au décret n° 2002-60 précité, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation elles sont indemnisées

CONSIDERANT toutefois que Monsieur le maire souhaite à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, pouvoir compenser les travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que les travaux ont été réalisés à sa demande ou à la demande du chef de service, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent.

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

Pour rappel,

Les heures supplémentaires sont les heures effectuées à la demande du supérieur hiérarchique en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Les heures complémentaires sont les heures effectuées par les agents à temps non complet en dépassement de leur temps de travail hebdomadaire, sans excéder 35 heures par semaine.

Leur nombre est limité à 25 heures maximum par mois.

Elles donnent lieu soit à indemnisation, selon les modalités du décret 2002-60, soit à récupération, selon les modalités suivantes :

- Les heures complémentaires et supplémentaires de jour ne donnent pas lieu à majoration
- Les heures supplémentaires de dimanche et jours fériés sont majorées à 100% (x2)
- Les heures supplémentaires de nuit sont majorées à 150% (x2,5)

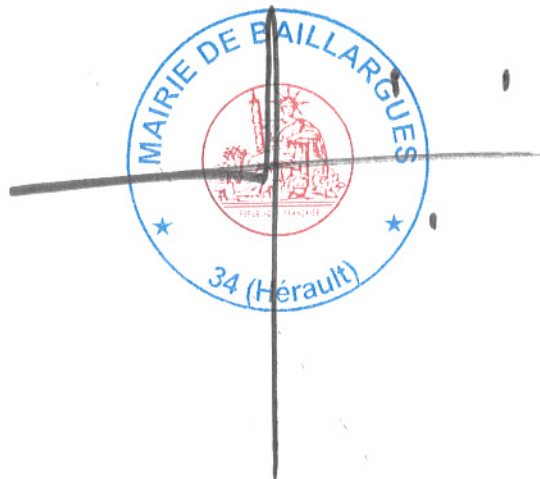
Il est donc proposé au conseil municipal :

- de valider les modalités d'indemnisation des heures supplémentaires selon les modalités prévues par le décret 2002-60,
- de majorer la récupération des heures supplémentaires à 100% pour les heures effectuées un dimanche ou un jour férié et à 150% pour les heures effectuées de nuit (22h/7h).

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Régine SUAY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ADOpte** la mise en place de l'IFSE et **DIT INSCRIre** les crédits prévus à cet effet au budget.

Pour extrait conforme,
Le 25 février 2020,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020

Reçu en préfecture le 04/03/2020

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20200225-DLM2020_06-DE

